



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 22 SEPTEMBRE 1979

N° 36

PRIX ANTILLES 1,50F
FRANCE 2F

Editorial

WISEES IMPERIALISTES

DANS LA CARAIBE

L'aide internationale en direction de la Dominique se poursuit. La plus massive semble être le fait des Etats-Unis qui, récemment, ont envoyé une soixantaine d'ingénieurs dont la mission serait de reconstruire les ponts, routes, fontaines publiques et entrepôts détruits. Mais la contribution la plus tapageuse, au regard de l'aide fournie, est sans nul doute à mettre au crédit de la France, dont FR3 et les radios périphériques ne cessent de nous rappeler "la générosité".

Un tel tapage ne saurait être désintéressé. Lors de sa visite aux Antilles, Jean-Baptiste, le conseiller martiniquais de Giscard, a proposé au nom de ce dernier "un plan de reconstruction et de développement" au premier ministre de la Dominique, Olivier Séraphin. Le projet date sans doute d'avant le cyclone, car un plan de développement aurait aussi été proposé à Sainte-Lucie.

Quelles sont donc les intentions de l'impérialisme français à l'égard de nos voisins ? Il n'espère probablement pas faire de ces pays des "départements français", à l'instar de la Guadeloupe et de la Martinique. Ses visées sont sans doute plus modestes, mais néanmoins réelles. Disons qu'il espère "aider" suffisamment la Dominique et Sainte-Lucie pour que ces états deviennent dépendants de lui et qu'il ait son mot à dire dans leur politique.

Outre que son influence dans la zone Caraïbe s'en trouverait renforcée, l'impérialisme français voit un autre avantage à contrôler la politique de ces pays : les événements récents ont montré que la situation politique et sociale était loin d'être stable. Or, cette agitation peut-être contagieuse, et de voir les travailleurs et les jeunes de Dominique ou Sainte-Lucie descendre dans la rue pour régler leurs problèmes, pourrait bien donner à leurs frères des "DOM" l'envie d'en faire autant.

En dehors de ces considérations politiques, qui semblent primordiales, les visées économiques ne sont pas, elles non plus, négligeables. La Dominique et Sainte-Lucie, quoique petites et de population réduite, n'en représentent pas moins un marché susceptible d'importer des produits français, ainsi que de servir de base pour s'introduire dans d'autres marchés. En cette période de crise économique, où la concurrence entre les impérialistes est de plus en plus serrée, rien n'est à négliger. Et la "sollicitude" actuelle des Etats-Unis envers la Dominique, le projet qu'avait un trust américain d'installer un port franc au nord de ce pays, montre que l'impérialisme français n'est pas le seul intéressé.

Ce dernier parviendra-t-il à ses fins ? Voilà qui n'a rien d'évident. Car les populations de la Dominique et de Sainte-Lucie ont aussi leur mot à dire, et elles ont montré ces derniers mois qu'elles n'étaient pas prêtes à laisser leur gouvernement conclure n'importe quel accord.

RENTREE SCOLAIRE: DES DEPENSES DIFFICILES A SUPPORTER POUR LES FAMILLES



Les écoles ont réouvert leurs portes voilà une semaine. Pour les familles, c'est une nouvelle ponction importante qui a été faite sur leur maigre budget.

Les prix de tous les articles scolaires avaient été augmentés dès la présentation de ces articles dans les magasins, bien avant le cyclone... Et même les articles de fin de stocks de l'an passé étaient remis sur le marché avec un prix majoré.

Cartables, cahiers, livres, crayons et stylos, tout est augmenté. Mais aux articles scolaires, il faut aussi ajouter l'équipement de tous ces jeunes.

En France, l'estimation moyenne du coût de la rentrée est déjà supérieure de

13% à celle de 1978, alors voire aux Antilles où tout est plus cher... Et ni pour les élèves des lycées, ni pour ceux des LEP auxquels on demande le plus souvent d'acheter le matériel d'atelier, ni même pour ceux du primaire, l'allocation rentrée scolaire de 400 F ne permettra pas de couvrir les frais de rentrée scolaire.

"L'Ecole gratuite pour tous" c'est encore un de ces mensonges qui est seriné à longueur d'année. Et là encore, les familles des travailleurs sont celles qui ressentent le plus lourdement les charges de la scolarité des jeunes.

Cette charge, les familles la subissent jusqu'à ce que les jeunes aient 16 ans, puis que la scolarité des enfants est obligatoire

bien que l'état ne prenne pas en charge cette scolarité.

Mais après, ce sont les mêmes familles très souvent qui retrouvent leurs enfants "renvoyés à la vie active". Une partie de ces jeunes n'ont rien pu tirer d'un enseignement mal adapté au contexte de vie de la Guadeloupe. Un autre pourcentage de jeunes passés par les LEP (anciens CET) se trouvent munis d'un CAP ou d'un BEP auxquels les patrons accordent d'autant moins de valeur qu'il n'y a pas d'emploi, en particulier dans toutes les branches techniques qui alimentent le secteur tertiaire : employés de bureau, agent de service, etc... Pour la troisième catégorie, ceux qui, en se bagarrant d'arrache-pied sont parvenus à un bon niveau scolaire et qui après le CES ou le LEP devraient rentrer au lycée, la situation est très souvent aussi bouchée. Pour eux il n'y a de place nulle part. Ni dans une "1ère d'adaptation", classe prévue pour permettre aux élèves de LEP de rejoindre le cycle long après le BEP, ni dans une seconde, il n'y a de possibilité de recevoir les centaines de jeunes qui sortent du LEP ou des CES. Ces jeunes eux aussi sont jetés à la rue.

La rentrée scolaire pas plus celle de 1979 que celle de 1978 n'est guère réjouissante, ni pour les parents, ni pour les jeunes à qui l'école n'offre souvent guère de perspectives.

Et si les autorités en place ont voulu brouiller les pistes en ne parlant que des problèmes créés par le cyclone, il est certain que cet alibi ne peut cacher le désintérêt, la désinvolture, le mépris même avec lesquels sont traités les problèmes de la formation de la jeunesse dans cette société coloniale.

Marianne Tibus.

GUADELOUPE : INDEMNISATIONS, REPARATIONS DOIVENT ETRE PLACEES SOUS LA VIGILANCE ET LE CONTROLE DE LA POPULATION

La question des indemnités des sinistrés des deux cyclones se pose avec acuité.

Pour certaines catégories de sinistrés, il y a eu des pertes très sévères. C'est le cas des pêcheurs et des agriculteurs. Beaucoup d'ouvriers agricoles des bananeraies sont restés sans travail deux ou trois semaines. Car déjà certains patrons diminuent ou suppriment l'embauche. C'est le cas notamment de Capesterre, à la SCEFA de Max Martin.

Face à cette situation la réaction de l'administration est confuse et imprécise comme si elle cherchait à échapper à la responsabilité de réparer et d'indemniser les sinistrés des pertes subies.

On a rabâché les résultats des travaux du Comité Départemental de secours. Or, quand on analyse ce qui a été décidé, on

se rend compte qu'on ne sort pas de la vieille politique de l'aumône et de l'assistance. Qu'a-t-il été décidé ?

Pour les pêcheurs : ceux ci qui ont perdu parfois jusqu'à 1 million d'anciens francs de matériel (nasses en particulier) recevront chacun la somme de 500 F ! On précise cependant qu'il s'agit d'une sorte de premier secours et que l'indemnisation se fera à 80%. En attendant, le problème le plus grave n'est pas résolu : la disparition des nasses et les techniques actuelles de pêche en vigueur en Guadeloupe ne permettent pas la reprise de la pêche. Les pertes des pêcheurs sont en train de se cumuler puisqu'ils n'ont plus rien à vendre ! Le plus urgent était de faire redémarrer l'activité en faisant venir d'urgence, des pays les plus proches, du matériel de pêche !

Ce n'est pas ce qui a été décidé. Une

fois de plus, la politique à courte vue est appliquée par le gouvernement français, a été de faire une aumône aux pêcheurs... et des promesses !

Dans la foulée on a aussi décidé de distribuer (des assistantes sociales s'en chargeront) quelques centaines de francs à quelques personnes : aides alimentaires, aides au logement etc... Là encore, les véritables problèmes sont esquivés.

Les 162 familles qui ont perdu leurs logements auraient du être relogées. Là aussi ce n'est pas grand chose à faire vu le nombre de logements vides existant un peu partout dans le pays. En tout cas les fameuses "structures d'accueil" construites lors de l'affaire de la Soufrière auraient du servir au moins de logement de fortune, en attendant mieux. Que sont-elles devenues ?

Hausse des prix : le gouvernement fait mine d'attaquer les effets mais il est responsable des causes

Il y a quelques jours, le préfet prenait un arrêté bloquant les prix des fruits et légumes afin, dit-il, d'éviter une flambée après le cyclone 'David'.

Cela n'a pas empêché d'ailleurs les prix de monter. Cependant, voilà déjà fort longtemps que les prix sont élevés jusqu'à atteindre ces derniers mois un seuil particulièrement grave. Les tomates à 20,00F le Kg., les laitues à 10,00F la pièce, nous connaissons cela avant David. Pour le préfet, le cyclone aura donc bon dos pour masquer la responsabilité de l'état français.

La décision du préfet aura surtout comme conséquence de restreindre les bénéfices des petits commerçants, des revendeurs, des marchandes. Par contre les produits importés ne semblent pas être visés par l'arrêté préfectoral et leurs prix continuent de monter, de grimper. Donc : désavantage pour les petits commerçants et aucun avantage pour le consommateur. L'état français est le principal responsable de cette hausse des prix.

Pourtant, il serait possible de les diminuer en utilisant à plein rendement toutes les ressources locales. Il existe dans ce pays une grande variété de fruits, de légumes, de produits vivriers qui ne sont pas exploités comme ils pourraient l'être. C'est une politique d'ensemble, une refonte de l'agriculture comprenant éducation, moyens techniques qu'il faudrait mettre sur pied. Il serait possible d'utiliser plus efficace-

ment les multiples "jardins" qui existent aux Antilles et qui permettent à bon nombre de familles de tenir le coup. Il est possible de vivre sur le pays, et à beaucoup moins cher.

Mais l'état français ne veut pas mettre en œuvre une telle politique car l'un des aspects du colonialisme ici est de maintenir la population dans l'assistance, c'est le refus organisé de faire progresser les choses. Le système colonial a pour base l'impossibilité qu'ont agriculteurs, travailleurs, jeunes et femmes d'entreprendre par eux-mêmes les réalisations nécessaires à un véritable changement. Si il existe ici un certain désintérêt et en partie une ignorance pour les choses de la terre c'est parce qu'il n'y a jamais eu de développement de cultures vivrières, pas d'organisation du ramassage et de la cueillette, pas d'organisation des marchés. Il n'y a pas eu de politique de stimulation, de motivation sur le plan agricole.

Le gouvernement français refuse de s'appuyer sur la population, d'étudier avec elle les moyens de mettre en œuvre une véritable politique agricole. C'est une volonté politique, car si une partie de la population échappait à l'assistance, elle échapperait par là-même au contrôle que le colonialisme français exerce sur elle, c'est cela que le gouvernement français ne veut pas perdre, c'est pour cette raison qu'il érige la médiocrité en loi dans ce pays. Aux travailleurs, aux agriculteurs de refuser de s'y soumettre.

BASSE TERRE : PORT ET ROUTES ENDOMMAGES . QUI ETOUFFE LE SCANDALE ?



« ...Il faudra que les services techniques veillent plus étroitement que par le passé, à l'exécution des ouvrages mis en chantier. A Basse-Terre, l'opinion dominante est que si des défenses avaient été aménagées pour amortir la force de la houle en cas de cyclone, les postes à quai n'auraient pas été brisés... »

Cela c'est l'opinion d'un politicien, Omer Ninine, peu soupçonnable d'être hostile au pouvoir colonial. Mais il ne peut cacher une chose évidente que les malfaçons et les aberrations dans la conception du port de Basse-Terre.

Et il est de même pour les routes qui ont été détruites par la mer. O. Ninine dit ceci : « On se perd en conjectures sur la manière dont la route menant à Vieux Fort a été "sucée" par les vagues en furie, dont d'autres artères récemment construites et ouvertes à la circulation se sont désagrégées comme si elles n'avaient pas de fondations. Ce sont des centaines de millions de centimes qui ont été engloutis, jetés à l'eau, dont ont bénéficié des professionnels de la camelote. »

Fort bien !! Mais ces "professionnels de camelote" ont eu des complices dans toutes les administrations, à la pré-

fecture, à la DDE et ailleurs encore. Ces complicités sont réellement étendues pour que devant l'évidence de ces faits scandaleux ne s'élève - mis à part celle de Ninine - aucune voix pour les dénoncer.

Et le faire ce n'est pas une simple question de règlements de compte, c'est aussi une façon de prévenir que les mêmes malfaçons, les mêmes aberrations ne se renouvellent.

C'est une façon d'empêcher que l'argent public ne soit de nouveau gaspillé et versé ainsi dans les poches des "professionnels de la camelote" et de leurs complices.

Une fois de plus face à une administration qui permet de telles choses et ne cherche même pas à empêcher le renouvellement nous redisons : méfiance. Il faut en appeler à la surveillance publique. En s'organisant, les travailleurs et toute la population concernée pourraient réclamer que toute la lumière soit faite sur la façon dont les ports et les routes ont été détruits. Il est possible de demander une contre-expertise avec d'autres experts que les officiels. Mais il faut faire vite avant que tous les indices soient recouverts et camouflés par les responsables.

HALTE A LA PROPAGANDE ANTI-DOMINICAINE

Raymond Viviers a expliqué dans une interview à Radio-Antilles les raisons de sa démarche auprès du préfet "contre l'envahissement du département par les Dominicains". Ce conseiller général de la droite aurait, selon ses dires, "mal au cœur de voir dormir les Dominicains entre 2 continents"... Et puis aussi, on ne sait jamais, il se pourrait qu'entre 2 Dominicains se faufilent "des Cubains ou des Chinois", armés jusqu'aux dents, pourquoi pas ?

Cette tirade de Viviers pourrait faire éclater de rire si elle n'était pas aussi réactionnaire. D'autant que la grande presse lui a donné un très large écho et que certaines personnes reprennent, sous une forme parfois plus nuancée, les mêmes arguments, du style : « nous voulons bien vous aider, mais restez chez vous. ».

Ne nous y trompons pas. Viviers et ceux qui font circuler une telle propagande ne sont sûrement pas des tendres, ni pour les jeunes Dominicains, ni pour la population dont ils prétendent se soucier.

Ils craignent en fait l'influence des jeunes Dominicains, pauvres certes, mais qui, de plus ont le tort à leurs yeux, d'avoir des habitudes de vie différentes de celles des jeunes Guadeloupéens et qui contestent quelque peu, par leurs mœurs et leur attitude, un mode de vie qui vient, par bien des côtés, de la société coloniale. Ils craignent le contact avec ces jeunes qui véhiculent un certain type de nationalisme semblable à celui du Black Power (pouvoir noir).

Quant à l'argument de "l'envahissement par ces étrangers" on serait tenté de demander au sieur Viviers qui est le plus étranger de la Guadeloupe ?

Entre les habitants de la Dominique séparée de la Guadeloupe par un bras de mer et des milliers de fonctionnaires français qui viennent de 7.000 Km, avec les faveurs du gouvernement colonial français et qui décident, "coupent et hachent" en lieu et place de la population de la Guadeloupe, pour nous la réponse est claire.

Non, M. Viviers, les envahisseurs ne sont pas ceux que vous croyez.

GUADELOUPE INDEMNISATIONS REPARATIONS...

Autre aspect de la confusion régnant : si on se fie aux différentes déclarations du comité de secours, du comité économique et social, des sections de Basse-Terre, du RPR-UDF, il aurait été reçu des sommes dont le total atteint et dépasse peut-être les dix millions, arrivés en premiers secours provenant de différentes sources.

Or si on se fie aux travaux de ces différents organismes, on constate que seul un dixième de ces sommes est attribué.

Or les autorités coloniales (préfectures et autres) ne cessent de clamer qu'il y a beaucoup à faire, des dépenses à engager... etc...

Pourquoi ne donne-t-on pas publiquement le détail des sommes, crédits, aides en tout genre qui arrivent et leur mode d'attribution.

L'affaire des réparations et des indemnités est une affaire publique. L'argent public sur lequel les sinistrés, avant quiconque, ont droit de regard. D'autant plus que chacun sait comment cela se passe en pareilles circonstances. Les plus puissants et les plus riches, les gens liés aux politiciens en place sont effectivement indemnisés, tandis que le gros de la population la plus pauvre ne reçoit que des "aumônes" ridicules.

Ouvriers, petits planteurs, petits commerçants, campagnards qui ont perdu fruits et légumes, pêcheurs etc... toutes les catégories populaires doivent être vigilantes et réclamer des comptes aux autorités.

Cette affaire ne doit pas se dérouler dans l'ombre. Les travailleurs de Basse-Terre sont bien placés pour aller se rendre compte par eux-mêmes lors des réunions en tout genre au Conseil général, régional ou à la préfecture de ce qui est dit et décidé et qui dit quoi etc... et d'en avertir la population.

Mais cela n'est possible qu'à la condition que les travailleurs se méfient de ceux qui gouvernent, et les bercent de promesses.

MARTINIQUE: Après le cyclone : que cache la discrétion de l'administration ?

Trois semaines après le passage de David les discussions sur les effets dévastateurs du cyclone vont encore bon train. Il faut dire aussi que par plusieurs aspects, la vie courante en est encore affectée : troncs d'arbres au bord des routes, téléphone pas encore rétabli, et surtout près de 2.000 sinistrés occupant les écoles des communes Nord-Atlantique, voilà ce qui est en core visible en Martinique.

Or si assez rapidement des évaluations ont été faites, notamment en ce qui concerne la banane, de loin la plus touchée, il est à remarquer le silence exercé par les responsables et l'administration sur les autres pertes et sur la répartition des crédits déjà mis à leur disposition.

En ce qui concerne les pertes réelles, on peut dire que sont systématiquement minimisés les dégâts survenus aux petits planteurs et agriculteurs du Sud. Aujourd'hui on n'a d'yeux que pour les champs de banane du Macouba et du Lorrain, sans doute parce que c'est là que règne la grande propriété foncière. Par contre dans le sud aussi, notamment au Marin ou à Rivière-Pilote nombreux sont les petits paysans, agriculteurs vivriers qui ont tout perdu, arbres fruitiers comme fosses d'ignames ou arbres à pain. Bien souvent ces petits paysans n'ont pas encore vu la tête de l'enquêteur ou du responsable municipal chargé d'évaluer les dégâts.

Les pêcheurs ont eux aussi subi des pertes énormes, notamment en ce qui concerne les nasses. Jusqu'à ce jour, ils n'ont rien reçu et doivent compter uniquement sur leurs fonds personnels pour pouvoir construire de nouveaux casiers et réparer les filets et les gommiers endommagés. Fait significatif, Jean Maran, le maire de Sainte-Luce s'est fendu d'une lettre pour deman-

der une aide uniquement pour une dizaine d'artisans-pêcheurs de Martinique, alors que le pays compte environ 1500 inscrits maritimes !

Pour ce qui est des ouvriers agricoles déjà au chômage et qui ne peuvent espérer du travail que dans plusieurs mois, il n'y a rien. On fait comme s'ils n'existaient pas. Pourtant c'est eux qui ont tout perdu car leur seule source de revenu - la journée de travail exercée pour le compte d'un exploitant - s'est envolée. Or on ne mentionne même pas la perte de leur salaire parmi les pertes occasionnées par le cyclone.

Quant à la répartition des crédits déjà effectivement mis à la disposition de l'administration, personne ne sait où l'on en est à l'heure actuelle, en tout cas le public n'est pas mis au courant du montant global des sommes déjà distribuées, ni qui les a véritablement reçues.

Dans une telle situation, l'administration, incontrôlée, peut faire n'importe quoi, distribuer comme bon lui semble et à qui lui plaît les sommes qui seraient mises à sa disposition, et notamment en profiter pour arroser les gros, les riches, ou encore, comme cela s'est vu lors des calamités précédentes, s'en servir comme argument électoral au bénéfice de la droite.

C'est donc la plus grande méfiance que devra exercer la population et les travailleurs sur les organismes d'aide, les commissions et les comités en tous genres. Une méfiance contre les hommes responsables de l'administration chargés d'établir les devis de perte, la distribution des secours et autres indemnités. Mais surtout afin que ce ne soient pas encore les couches pauvres de la population qui soient lésées une fois de plus dans l'affaire.

REPONSES A QUELQUES ARGUMENTS DEPARTEMENTALISTES

La droite trouve dans la situation créée après le passage des cyclones un terrain favorable à la propagande de ses thèses assimilationnistes (départementalistes).

Et il faut bien admettre que sur ce plan elle se montre beaucoup plus dynamique que les anti-colonialistes. Il est vrai que cette droite bénéficie de toutes sortes d'avantages refusés aux anti-colonialistes. C'est ainsi que le seul quotidien des Antilles est au service de cette droite que les deux stations radio-télévision ne reflètent que les thèses assimilationnistes, que la seule opinion qui y est émise et développée librement est l'opinion "départementaliste".

Pour notre part, nous combattons avec nos propres moyens cette propagande idéologique de la droite. Les idées au service d'une cause juste se fraient toujours leur chemin malgré les obstacles et les difficultés.

La campagne départementaliste en cours tend à expliquer en s'appuyant sur l'intervention économique et financière de l'état français, que le statut actuel a plus d'avantages que d'inconvénients.

Cette campagne utilise les arguments les plus éculés pour effrayer et faire peur de l'indépendance. Elle met en avant les arguments les plus mensongers.

C'est ainsi que l'on insiste sur le fait que seule l'appartenance à un "grand ensemble français" permettrait de faire face aux exigences économiques de la situation présente. Si les Antilles françaises étaient indépendantes, disent les assimilationnistes, elles n'auraient pas bénéficié de l'aide actuelle de l'état français.

A cela on pourrait répondre que le fait d'être indépendants n'a jamais empêché d'autres états, dans des circonstances difficiles, de recevoir une "aide" économique d'autres nations. Ce fut le cas de la France elle-même au lendemain de la guerre. Ce fut le cas de l'Allemagne etc... Indépendance ne signifie pas isolement. La preuve qu'on peut être aidé quand on est indépendant, c'est que l'état français propose "son aide" à Sainte-Lucie et Dominique nos voisins... indépendants !

Remarquons en passant que si notre économie et nos constructions routières et portuaires étaient d'une autre conception, elles n'auraient pas subi les dégâts qu'il faut aujourd'hui réparer. Si les bananeraies (plantées de façon si aberrante sans rideau de protection, en plein vent !) ne constituaient pas avec la canne l'essentiel de la production de nos pays, nous n'aurions pas aujourd'hui un tel problème.

La départementalisation permet l'apport de crédits pour réparer des dégâts causés par la politique même de l'état colonial français. Quoi de plus normal !

Mais les départementalistes ont plus d'un argument fallacieux dans leur besace d'assimilés.

Ils répètent à satiété que nos jeunes ont l'énorme privilège d'aller se faire exploiter en France et que si jamais (là ils brandissent un doigt accusateur et drama-



A droite les "assimilés" sans pouvoir, à gauche ceux qui dirigent



tique !) ... si jamais nos îles devenaient indépendantes, eh ! bien ! c'en serait fini d'aller en France travailler. Et suit alors un lourd couplet sur les Antillais qui sont en France. « Vous ne pourrez jamais leur permettre à tous de revenir ... ».

Cette façon simpliste de poser des questions importantes prouve à quel point les départementalistes sont à bout d'arguments sérieux et à quel point ils sont eux-mêmes conscients de jouer leurs dernières cartes avant l'époque qui verra l'indépendance des Antilles.

Pour répondre à tout ce fatras, il suffit de fournir des exemples. Tous les pays d'Afrique noire, anciennes colonies de la France impérialiste, sont aujourd'hui indépendants. Leurs ressortissants viennent travailler en France sur la base d'accords passés avec le gouvernement français. On pourrait nous objecter que la plupart de ces pays sont sous la domination voilée de l'impérialisme qui peut bien leur permettre, en retour, d'envoyer leurs travailleurs en France, pour y vivre en exploités qui contribuent au développement des richesses de la bourgeoisie française. La plupart des gouvernements d'Afrique noire sont à la botte de l'impérialisme français qui y fait et défait les gouvernements à sa guise. C'est moins vrai pour une ancienne colonie comme.

l'Algérie. Or deux choses apparemment contradictoires sont à observer dans ce cas. L'Algérie c'est la colonie d'Afrique qui a arraché son indépendance par un combat acharné et armé de tout son peuple contre l'impérialisme. Pourtant aujourd'hui l'Algérie c'est l'ex colonie française qui a le plus fort pourcentage de travailleurs en France. Près de huit cent mille travailleurs algériens travaillent et vivent en France depuis des années. Qui plus est, ces travailleurs ont joué un rôle important pendant la guerre d'Algérie, en France même pour aider leurs frères qui luttaient sur le territoire national.

L'indépendance de l'Algérie - même une indépendance arrachée dans un violent combat contre le colonialisme - n'a pas empêché les travailleurs algériens de rester vivre et travailler en France.

La droite des Moustache -Rinaldo-Petit-Sablé et cie peut-elle nous expliquer pourquoi il en serait différemment avec les Antilles indépendantes ?

Il faut aussi ajouter que de toute façon une Martinique et une Guadeloupe auront besoin des efforts et des connaissances de tous leurs fils et filles. Donc un état indépendant les encouragera à revenir pour se mettre au service de tous.

Mais peut-on dire qu'il y a ou il y aura alors surpopulation ? Il faut réfuter les fausses affirmations de ce type. A n'en pas douter elles sont répandues par les services colonialistes et par les zélés fonctionnaires antillais et français qui sont à leur solde. Quand on parle de la population on en vient à affirmer que les Antilles sont surpeuplées et que c'est la cause de tous nos maux. Ce qui a conduit à envoyer en France près de trois cent mille Antillais. Nous affirmons nous que dans une république antillaise des travailleurs il y a place sur les îles Martinique et Guadeloupe pour plus d'un million de personnes. Et il faut ajouter à cela que nos perspectives ne se limitent pas à un état sur ces seules deux îles. Il est impossible que naisse un jour un état des travailleurs qui ne s'étende pas à toute la région caraïbéenne englobant non seulement la Dominique et Sainte-Lucie, dont les travailleurs sont déjà quotidiennement en contact avec ceux des Antilles "françaises", mais aussi ceux des autres îles. L'exemple formidable que serait un état dirigé par les pauvres, par les couches populaires entraînera inévitablement l'adhésion des travailleurs de toute la région.

Georges RASSAMY

A SUIVRE DANS LE PROCHAIN

NUMERO

MARTINIQUE : GREVE DANS LE BATIMENT

Depuis le 17 septembre, les travailleurs du Bâtiment sont entrés en grève à l'appel des syndicats. Les syndicats réclament 15% d'augmentation de salaire, alors que les patrons n'offrent que 10% en septembre et 4% en fin d'année. Devant le refus des patrons de satisfaire la revendication ouvrière, la grève a été décidée et dès mardi, il y a eu des piquets de grève volants et des équipes de débouchage sur différents chantiers encore au travail, comme celui de La Meynard.

Il faut cependant souligner qu'une partie des travailleurs était peu décidée à faire grève, car sentant les propositions syndicales bien trop proches des propositions patronales. Le problème, c'est que dans cette période d'inflation redoublée par les effets du cyclone, ce n'est pas d'une simple augmentation de 15% qu'il faut mais bien de 400 ou 500 F supplémentaires par mois.

En tout cas, il ne reste aux ouvriers du bâtiment que l'arme de la grève pour essayer d'améliorer leurs salaires de misère, d'autant plus que l'arrogance patronale s'est fait jour dès lundi, car les capitalistes ont purement et simplement reculé sur leurs propositions salariales antérieures : ils ne proposent plus que 9% aux travailleurs.

Devant cette manœuvre d'intimidation grossière, les travailleurs ne se laissent pas faire et continuent la lutte.

AIR- FRANCE : NOUVELLE AUGMENTATION 20% EN MOINS D'UN AN

A compter du 21 septembre, les tarifs d'Air France subiront une nouvelle augmentation et le prix du trajet entre Fort-de-France et Pointe-à-Pitre passe de 330 à 360 Francs !

Comme l'an dernier, à la même époque le billet coûtait 300 Francs, il s'agit en moins d'un an d'une augmentation de 20%, bien plus que le taux normal d'inflation.

On le voit, c'est une compagnie "nationale" qui selon ses dirigeants joue un rôle de service public qui donne l'exemple des augmentations abusives et carrément scandaleuses.

Et cela est d'autant plus scandaleux qu'Air France sait bien qu'il est impossible pour quiconque voyage en avion entre la Guadeloupe, la Martinique et la France d'emprunter une autre compagnie que la sienne. Profitant du monopole qu'elle a, Air France vend donc très cher ses services, d'autant plus cher que depuis un an et demi, il y a une dégradation très nette de ses services : retards fréquents, suppression de vols au dernier moment sont monnaie courante. Pour faire passer une hausse antérieure, les responsables de la compagnie avaient parlé de la possible mise sur pied d'un service d'abonnement pour les usagers qui voyagent souvent. Une date avait même été fixée : ce serait vers mai 1979. Depuis, Air France a oublié sa promesse.

Il faut donc que les usagers de la ligne qui sont de plus en plus nombreux s'organisent afin de mettre un frein à la rapacité d'Air France.

ECHOS

ECHOS

ECHOS

ECHOS

MAX MARTIN CONTRAINT DE S'EXPLIQUER

Plus de quinze jours après le passage du cyclone David, le travail n'a toujours pas repris à la SCEFA - SCEPLAG. Max MARTIN utilisant quelques géreurs et économes pour nettoyer les champs de bananes dévastés. Les travailleurs voyaient cela d'un très mauvais œil. Nombre d'entre eux pensaient qu'il fallait aller parler à Martin à deux doigts de sa moustache, et surtout voulaient s'en prendre aux géreurs et économes qui font le travail sur le champ. A noter d'ailleurs que ces géreurs et économes qui exigent des travailleurs qu'ils restent sur les champs jusqu'à midi, arrêtaient le travail dès 9 heures. Il faut croire que le soleil n'est pas agréable à supporter.

De plus, une autre cause de mécontentement régnait parmi les travailleurs. A nombre d'entre eux, Max Martin avait remis des chèques sans provision pour leurs congés payés.

Le lundi 17, des travailleurs de la

SCEFA - SCEPLAG se sont réunis au local syndical. Par la suite, ils se sont rendus à la Mairie pour demander au Maire d'intervenir auprès de Martin. Ce dernier, se présentant à la Mairie et fit savoir qu'il ne pouvait faire reprendre le travail, faute d'argent. Concernant les chèques sans provision, des travailleurs lui firent remarquer, que s'il s'agissait d'eux, il y a longtemps qu'on les aurait traités devant les tribunaux

Enfin comme à l'accoutumée, Martin versa des larmes de crocodile, il doit en principe donner une réponse jeudi 20. En attendant, les travailleurs ont exigé que les géreurs et économes disparaissent des champs.

Un premier pas a donc été fait. Par leur mobilisation, les travailleurs ont obtenu que Martin vienne s'expliquer. Qu'ils restent sur leurs gardes. C'est seulement ainsi qu'ils pourront obliger Max Martin à leur donner satisfaction.

BANANE : Non à toute discrimination dans le travail !

Depuis le début de cette semaine, le travail a repris sur la plus grande partie des plantations, à l'exception de la SCEFA - SCEPLAG, des plantations appartenant à François LE METAYER, et celles de Thionville. Mais comme il fallait s'y attendre, le nombre de journées de travail attribuées diminuera rapidement, une fois que les plantations seront remises en état.

C'est ainsi par exemple qu'à la SCA-Boulogne, la direction ne veut plus donner du travail aux femmes, sous prétexte que ce qu'il y a à faire en ce moment est un travail d'hommes. La situation est la même chez Cabre à Blondière. La direction ne veut pas donner de travail aux femmes.

Les travailleurs ont déjà fait savoir qu'il n'est absolument pas question pour eux d'accepter le dictat des patrons. Car femmes ou hommes, ils doivent vivre, ils doivent pouvoir nourrir leur famille.

Combat Ouvrier, journal hebdomadaire est en vente dans les boutiques et les librairies en Martinique et en Guadeloupe. Réclamez-le à votre libraire.

Tarif d'abonnement :

Antilles :	1 an	65 F
	6 mois	35 F
France :	1 an	100 F
	6 mois	50 F

Sous pli fermé :

1 an	110 F
6 mois	65 F

Versement à adresser à :

Action et Réflexion Socialistes
A.R.S.

B.D.A.F. Pointe-à-Pitre 10 002 640 97

Participer ou pas aux collectes humanitaires ?

A la suite des ravages causés par les cyclones David et Frédéric aux Antilles, une série d'organisations, d'associations "de masse" ou humanitaires en France ont sollicité des dons en nature ou en espèces.

Nombreux sont les travailleurs antillais qui se demandent s'ils doivent eux aussi verser leur écot et certains même s'ils doivent donner des vêtements.

Nous ne pensons pas nous à Combat Ouvrier, que nous puissions en tant que travailleurs antillais dans l'Emigration, nous débarrasser du problème à si bon compte.

Si quelques milliers de francs ou quelques kilos de vêtements récoltés par toutes sortes d'associations de secours témoignent que le sens de la solidarité est très vif parmi les travailleurs émigrés envers leurs frères sinistrés aux Antilles, ces sommes et ces vêtements ne pourront pas permettre de faire face à la situation. Les dégâts occasionnés par le passage des cyclones se montent à plusieurs centaines de millions de francs actuels.

Nous pensons qu'en tant que travailleurs émigrés en France nous pourrions manifester autrement et plus efficacement notre solidarité avec nos frères des Antilles.

Bien sûr cela nous coûtera plus cher, en argent et en force physique (fatigue) en temps ; mais cela vaudrait la peine d'être fait. Il faut expliquer partout, autour de nous, les causes exactes qui expliquent l'ampleur des dégâts. Il nous faut dire que nos pays (dont la Dominique) sont démunis face aux catastrophes naturelles parce que ce sont des pays pauvres, des pays pillés par trois siècles de colonialisme. Une misérable case en bois sur quatre roches peut-elle résister aux violences d'un cyclone ? Et qui est responsable du fait qu'une forte proportion des habitants du pays n'ont pas d'autres maisons que ces cases, si ce ne sont pas les gouvernements de France (et celui de Grande Bretagne qui colonisa la Dominique) ? Et qui d'autre est responsable, si ce n'est ce même

gouvernement, des constructions sans solidité comme celle du Port de Basse-Terre (fine pellicule de goudron à même le sable) ou encore la route de Vieux Fort (sur sable pouzolane, pas de digue de béton...) ?

Et il y aurait beaucoup à dire sur les destructions en agriculture qui provoquent le chômage pour des milliers de travailleurs sur les conceptions mêmes de ces bananeraies et sur le fait que l'agriculture ne s'appuie que sur deux grandes cultures (bananes et cannes) au détriment des autres cultures vivrières et maraîchères.

Il nous faut expliquer qu'aux Antilles le véritable cataclysme ce ne sont pas les volcans, les cyclones, mais bien entendu le colonialisme français, c'est lui qui condamne à la misère, au chômage des centaines, des milliers d'ouvriers et de paysans chaque année.

En faisant cela nous hâterons l'avènement d'une époque nouvelle, celle où nous dirigerons nous mêmes nos pays, celle où nous serons à même de prendre toutes les dispositions nécessaires (tant au niveau de l'habitat que de l'orientation de l'économie).

Bien sûr nous ne sommes pas contre le principe de la solidarité.

C'est ainsi qu'au lendemain du cyclone, il s'est posé en Dominique un grave problème alimentaire (et il continue de se poser celui d'une réelle pénurie de matériel de construction).

Dans les premiers jours, il était urgent et vital de faire parvenir des vivres - eau pour bébés, lait etc... les stocks des magasins ayant été détruits. La population guadeloupéenne s'est largement mobilisée alors pour faire parvenir rapidement de l'aide aux dominicains. Dans ce contexte, et face à la création d'associations en tout genre plus ou moins contrôlées par le pouvoir colonial qui se félicitait d'être à la tête de ce mouvement d'aide et de solidarité, nous avons participé avec le Parti communiste, la CGTG, l'UJCG, GRS et Union des Femmes à cette action dont l'aboutissement en Dominique était le Dominican Liberation Movement qui est une sorte de Front

de gauche regroupant plusieurs organisations politiques liées aux syndicats qui soutiennent le gouvernement Séraphin. Nous n'avions évidemment aucun moyen pratique de faire parvenir cette aide autrement qu'en passant par ces organismes et par les syndicats. Il va de soi que le gouvernement dominicain pouvait s'en servir. Entre deux maux immédiats, nous avons choisi le moindre. Mais dans la mesure où ce gouvernement était réellement et complètement dépassé par les événements, l'aide fournie par la Guadeloupe est allée finalement directement à la population.

Nous avons donc agi en connaissance de cause et en sachant bien que les véritables solutions sont ailleurs. Nous l'avons fait en dénonçant les manœuvres de l'impérialisme français qui saisit dans les événements l'occasion d'apparaître comme le "sauveur" du peuple dominicain et en critiquant l'incapacité et la passivité du gouvernement Séraphine.

Il est autre chose qu'il faut dire sur toutes ces organisations et associations qui sollicitent des soutiens, dans l'émigration.

Pour certaines d'entre elles nous ne savons pas d'où elles viennent, et en tous cas pour toutes nous n'avons aucun moyen de contrôle sur leurs activités. Les fonds recueillis, à qui les verseront-elles ? (si elles les versent !) Au gouvernement, pour qu'il les utilise au passage pour sa propagande départementaliste ? Aux municipalités pour qu'elles les distribuent parcimonieusement et en fonction des allégeances politiques ? A des organisations, des associations du pays ? Lesquelles ? et pourquoi faire ?

Nous pensons que demain il peut s'avérer nécessaire pour les opprimés des Antilles face aux difficultés exceptionnelles de faire appel à l'aide et à la solidarité internationale d'autres opprimés.

Mais nous pensons que nous aurons à le faire dans d'autres conditions. Il faudra que nous soyons capables de nous expliquer nous mêmes et de contrôler nous mêmes les résultats de cette solidarité.

C'est bien pour cela qu'il nous faut dès à présent nous organiser.

PARENTS ET ENSEIGNANTS

SE MOBILISENT

Sur la toile de fond habituelle de pagaille de la rentrée scolaire (enseignants antillais sans poste, ou encore placés à 2 sur un même poste, classes surchargées ou établissements aux effectifs gonflés) certains points apparaissent encore plus scandaleux et inadmissibles que les autres.

Sans doute parce que dans ces établissements, parents, et enseignants se sont réunis et ont décidé ensemble "de ne pas supporter l'insupportable".

C'est le cas du CES-Bord-de-Mer qui voyait le nombre d'élèves pratiquement doublé par rapport à l'an passé alors que les travaux n'étaient toujours pas achevés. Classes non livrées, gravas plus ou moins dangereux dans les cours, établissement sans sécurité, voilà comment l'administration s'apprêtait à recevoir plus de 700 élèves.

Il aura fallu que des parents et enseignants protestent et tempêtent pour entendre le recteur chercher divers alibis (grève, cyclone) pour expliquer le non-achèvement de ce CES pourtant en fonction depuis une année.

Mais si en 1978, il a été possible de terminer en moins de deux mois un port de plaisance à Bas-du-Fort pour accueillir "La Route du Rhum", il se trouve qu'il est impossible de terminer des classes de CES.

Parents et enseignants du CES-Bord-de-Mer ont eu bien raison de se mobiliser pour rappeler à l'ordre cette administration méprisante.

PARIS : ENCORE UNE AGRESSION RACISTE DANS LE METRO

Au moment où nous écrivons, nous ignorons l'issue du procès intenté à un jeune Réunionnais par les forces de l'ordre. Ce procès devait se dérouler le mercredi 19 septembre 1979.

Dans la soirée du 9 mai, ce jeune Réunionnais, alors qu'il revenait de son travail fut soumis dans les couloirs du métro Montparnasse, à un contrôle d'identité par des policiers racistes. Ses papiers étaient en règle mais les policiers lui ordonnèrent quand même de vider son sac. Ayant conscience de n'avoir commis aucun crime, ce jeune Réunionnais qui venait d'arriver de son pays et qui ne comprenait pas grand-chose à ce qui lui arrivait refusa d'exécuter l'ordre. Il fut alors conduit de force dans une pièce isolée où il ne put que se soumettre. Puis les policiers lui administrèrent une raclée devant une foule scandalisée qui prit le parti du Réunionnais et insultèrent les agents.

C'est donc un émigré des DOM de plus agressé par des policiers anti-jeunes et racistes.

Il faut que ces agressions racistes cessent. Mais pour cela, nous tous qui en sommes victimes, il nous faudra parvenir à nous organiser afin que chaque flic sache que nous sommes prêts à ne pas nous laisser faire.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728

NOUVELLE CALEDONIE :

LES AGRESSIONS COLONIALES

SE SUCCEDENT



Emeutes à Djibouti en 1966. Là aussi l'impérialisme réaffirmait sa volonté de rester. Djibouti est aujourd'hui indépendant.

Une fois de plus, le gouvernement français a tenté de réprimer une manifestation à Nouméa (Nouvelle Calédonie). Deux cents personnes étaient descendues dans la rue pour protester contre l'annonce de la suspension et le déplacement de deux instituteurs.

Il y eut un bref affrontement entre les manifestants et les forces de l'ordre. La police, renforcée par les gendarmes mobiles, est intervenue et a frappé dans la foule sans ménagement. Il y eut plusieurs blessés, parmi lesquels le conseiller territorial du Parti

socialiste calédonien.

Il y a quelques semaines, une autre manifestation, contre le licenciement de six maîtres auxiliaires du lycée de la Pérouse pour les remplacer par des titulaires métropolitains, avait déjà donné lieu à des violences inouïes. Il y avait eu 20 blessés et des arrestations avaient suivi.

Pour se maintenir dans ses dernières colonies, le gouvernement français n'a pas d'autres ressources que la répression féroce.

DERNIERE HEURE :

APRES LE CYCLONE

LES MESURES PRISES

PAR LE GOUVERNEMENT

Giscard vient de donner quelques précisions sur le contenu et la forme de l'indemnisation aux sinistrés des Antilles.

« Sans entrer dans le détail », comme il l'a lui même fait remarquer « on peut observer essentiellement que le gouvernement s'est attaché à verser pendant trois mois une aide très modeste aux travailleurs ayant perdu leur emploi, et quelle aide : 700 F par mois ! Comme si personne pouvait vivre décemment avec 700 F par mois. Et tout le reste est de la même veine. Il s'agit d'aumônes et non pas d'indemnisations. »

Faisant assaut de démagogie le gouvernement apprend que les petites plantations seront indemnisées plus que les grandes. Mais tout dépendra alors de ce qu'on admettra comme total des pertes. Car il y a bien moyen d'appliquer 40% à de très grandes propriétés tout en les favorisant même si on applique une indemnisation à 80% aux petits agriculteurs.

En réalité tout dépendra de l'intervention des petits planteurs et de leur vigilance.

De même les travailleurs n'ont pas à accepter que leur situation soit réduite à 700 F par mois et pendant trois mois !

Comme pour tout dans cette société faite pour les riches et contrôlée par eux, les pauvres n'obtiendront un changement quelconque, ne verront satisfaite une revendication qu'à la condition de se montrer vigilants et de se battre.